

Les politiques africaines de l'Union européenne et de ses Etats (Allemagne, France, Pologne...)

29 septembre 2017 - Paris

Le prochain sommet UE-Afrique du mois de Novembre 2017 s'annonce important. Il se tiendra à un moment donné où l'accord de partenariat de Cotonou UE-ACP arrive bientôt à expiration (2020) et où le contexte international de l'aide publique au développement (APD) même s'il a connu une augmentation entre 2015 et 2016 de 8,9 % pour s'établir à 142,6 milliards USD doit faire face à de nombreux défis pour atteindre les objectifs du développement durable (ODD). Il intervient également dans le contexte du Brexit dont les conséquences sur l'APD ne sont pas encore quantifiables ; la Grande-Bretagne étant le 3^{ème} contributeur du Fonds européen de développement (FED).

Ces défis qui sont tout autant mondiaux que régionaux dépassent largement le cadre de la coopération pour le développement et induisent de prendre en compte de nouveaux paradigmes comme l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, la lutte contre le terrorisme, la croissance démographique de l'Afrique, le changement climatique et les migrations internationales. Aussi, les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté, pour la démocratie, les droits de l'homme ou la bonne gouvernance ne sont plus de nature à eux seuls à inverser les tendances lourdes et à favoriser une dynamique partenariale que réclame les pays africains.

Ainsi, la logique centrée uniquement sur l'*Aide* a vécu et les politiques publiques doivent favoriser un véritable co-développement où le secteur privé puisse prendre toute sa place.

C'est l'objectif du Plan d'investissement externe (PIE) destiné à soutenir les investissements du secteur privé en Afrique et dans les pays du voisinage de l'UE adopté récemment. L'un des piliers du PIE est le Fonds européen de développement durable (FEDD) qui doit faire effet de levier de fonds privés et fournir des garanties partielles aux institutions financières dans des projets publics et privés d'infrastructures ou d'appui aux PME. Le PIE auquel la Commission européenne contribue à hauteur de 3,35 milliards d'euros devrait permettre de mobiliser plus de 44 milliards d'euros d'investissements d'ici 2020. Quelles seront les articulations du PIE avec le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE de 1,8 milliards d'euros pour l'Afrique établi à la Valette en novembre 2015 ?

Les difficultés que l'on a pu observer dans la signature des APE ces dernières années militent également pour des changements en profondeur, capables d'agir sur les causes profondes du sous-développement sans pour autant peser sur la stabilité des Etats et ce, dans une posture décomplexée. C'est la raison pour laquelle les politiques de l'UE en direction de l'Afrique doivent trouver un nouveau cadre d'application en ne perpétuant pas le passé.

Sur quelle base devrait s'opérer cette refondation des relations Europe- Afrique ? Quelle vision porte les pays Européens pris individuellement ?

Des programmes dédiés au continent africain émergent de la part de certains pays européens à l'instar de l'Allemagne qui au dernier G20 a proposé son *Compact with Africa* ou la Pologne quant à elle avec *Go Africa* pour renforcer prioritairement leur présence commerciale sur le continent africain. Ces programmes attractifs semblent reposer sur des conditionnalités ou des

pays cibles qui en excluent la grande majorité des pays africains. Comment peuvent-ils s'articuler avec la politique communautaire ? Assurent-ils un continuum avec l'Europe ? ou bien viennent-ils au contraire brouiller le message européen ? La France quant à elle vient de tracer une ligne pour sa politiques africaine autour des 3 D (Défense, Développement et Diplomatie) en relançant l'idée d'une articulation plus forte avec l'Allemagne ? Quelles en seront les incidences ? Ne fera-t-elle pas naître des dissensions sur la stratégie européenne au moment de réviser l'Accord de Cotonou ?

Toutes ces questions seront débattues par les personnalités et les experts qui ont bien voulu se joindre à nos travaux.

San BILAL, directeur du programme « Transformation économique : commerce, investissement et finance », European Centre for Development Policy Management EDCPM) nous livra les clés pour comprendre la politique européenne en direction de l'Afrique. Quelles sont les orientations qui se dessinent dans le nouveau contexte au moment où l'Accord de Cotonou arrive à échéance ? Quels sont les axes de refondation du partenariat UE -Afrique ? Quelles seront les conséquences liées au Brexit sur l'APD ? Quelles sont les nouvelles orientations qui se dessinent dans un contexte où les APE ont du mal à s'appliquer ? le PIE est-il la meilleure réponse pour faire participer davantage le secteur privé au financement du développement durable ?

David ROBERT, chef de projet, Agence de coopération allemande (GIZ), nous expliquera en quoi le programme *Compact with Africa* vise à impulser un meilleur développement des pays africains et à promouvoir davantage d'investissements productifs en Afrique. Quels sont les avantages que tire l'Allemagne en s'inscrivant dans les nouvelles routes de la soie mises en place par Chine et qui visent à relancer l'économie mondiale par les investissements dans les infrastructures et des pays stratégiques ?

Tancrede VOITURIEZ, directeur de programme, Institut du Développement durable et des Relations internationales (IDDRI), portera son analyse sur les nouveaux axes de la politique de la France en Afrique dans un contexte porté sur les 3 D ? Comment peut-elle se déployer et s'articuler dans un contexte de forte concurrence entre les Etats et notamment des pays émergents très présents en Afrique (Chine, Brésil, Inde, Turquie...) ?

Iwona WOICKA-ZULAWSKA, directrice du département de la Coopération économique, Ministère Polonais des Affaires Etrangères, nous expliquera la stratégie de la politique africaine de la Pologne et la mise en œuvre de son programme *Go Africa*. Son articulation avec celle de l'UE. S'agit-il uniquement de renforcer sa présence commerciale en Afrique en favorisant des débouchés à ses exportations ? Quelles sont les cibles majeures de la Pologne en Afrique et sur quelle base se fondent ses choix ?